



La sécurité et le "plan Juncker" au cœur du débat avec le Président Tusk

Séance plénière [13-01-2015 - 19:05]

"Le plan d'investissement stratégique n'est pas une solution miracle. Mais si quelqu'un sait comment surmonter la crise économique d'un seul coup, qu'il se lève s'il vous plaît", a déclaré le Président du Conseil, Donald Tusk, lors du débat sur les conclusions du sommet européen de décembre. Le sommet

M. Tusk a demandé le soutien du Parlement pour garantir le lancement du plan Juncker en juin. Il s'est engagé à lutter davantage contre l'évasion fiscale et la planification fiscale agressive, qu'il considère comme "une question d'équité et de justice sociale". Il a déclaré que le dossier sur les données des passagers aériens (PNR) était "difficile et délicat", faisant référence à l'équilibre nécessaire entre sécurité et liberté. Il a plaidé en faveur d'un système européen PNR unique: "28 systèmes nationaux, ce serait un patchwork rempli de lacunes. Les systèmes interfèreraient avec la vie privée des citoyens mais ne protégeraient pas leur sécurité de manière adéquate", a-t-il expliqué.

Le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a affirmé aux députés que le Collège des commissaires débattait encore du plan d'investissement afin d'apporter davantage de flexibilité "sans modifier les règles" du pacte. La Commission devrait présenter sa proposition de lutte contre l'évasion fiscale d'ici le mois de juin, a-t-il précisé.

Manfred Weber (PPE, DE) a déclaré que le groupe PPE souhaitait une coopération étroite sur les questions de sécurité et soutenait le plan Juncker. Il a réaffirmé le soutien de son groupe en faveur du plan d'investissement et a promis que le Parlement tiendrait ses engagements. Par ailleurs, il a salué l'aide prévue pour l'Ukraine et a souligné l'importance pour l'UE d'avoir des frontières externes solides et sûres.

Enrique Guerrero Salom (S&D, ES) a demandé davantage de flexibilité pour utiliser les fonds du paquet d'investissement. Selon lui, le Conseil n'a pas pleinement endossé ses responsabilités car les États membres semblent réticents à prendre des engagements par rapport au fonds. Il a fait remarquer que la législation PNR "devrait être débattue calmement et non à chaud après les événements de la semaine dernière" et qu'il ne fallait pas sacrifier les libertés des citoyens.

Pour Andrzej Duda (ECR, PL), le plan Juncker devra répondre à des nombreux défis, dont la sécurité énergétique. Il s'est opposé à la fermeture de mines de charbon en Pologne, "qui pourrait entraîner la perte de millions d'emplois".

Guy Verhofstadt (ADLE, BE) a affirmé: "Nous devrions arrêter d'appeler le plan d'investissement le plan Juncker. Cela devrait être le plan Tusk, Merkel, Renzi, Hollande, les 28 États membres devraient le soutenir et le financer". Il a souligné la nécessité d'achever le marché numérique unique et a appelé à une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme, avec un véritable service de renseignements européen qui partage toutes les données. Concernant la question des PNR, il a déclaré: "Nous avons besoin d'une directive sur la protection des données avant d'approuver les PNR".

Au nom du groupe GUE/NGL, Dimitrios Papadimoulis (EL) a demandé à M. Tusk pourquoi il s'était félicité du sommet du décembre étant donné l'absence de décision. Il a voulu savoir comment le paquet Juncker serait financé et a appelé à remplacer l'austérité par la création d'emplois. Il a remis en question l'effet levier de 1 pour 15 utilisé par M. Juncker.

Communiqué de presse

Philippe Lamberts (Verts/ALE, BE) a fait référence aux défis sociaux et environnementaux auxquels l'UE est confrontée. Il souhaite que les conclusions du Conseil abordent davantage les risques liés à la pauvreté et la durabilité environnementale. "Nous ne pouvons pas envoyer aux citoyens le message que leur voix ne compte pas dans le débat", a-t-il ajouté.

Nigel Farage (EFDD, UK) a affirmé que M. Tusk n'avait tiré aucune leçon des résultats des élections européennes de mai dernier. "Les migrations représentent le plus grand problème. Vous avez promis à vos électeurs que les jeunes Polonais rentreront au pays alors que vous êtes aujourd'hui un expatrié! Les électeurs européens veulent des réformes massives et vous n'êtes pas l'homme qui amènera ce changement".

#euco #investEU #growth #competitiveness

Contact

Ron KORVER

BXL: (+32) 2 28 44659

STR: (+33) 3 881 74903

PORT: (+32) 498 98 35 88

EMAIL: econ-press@europarl.europa.eu

TWITTER: EP_Economics

Dorota KOLINSKA

BXL: (+32) 2 28 32787

STR: (+33) 3 881 74005

PORT: (+32) 498 98 32 80

EMAIL: econ-press@europarl.europa.eu

TWITTER: EP_Economics

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151

PORT: (+32) 470 87 02 64